



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 15 janvier 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Gaëlle ARBEY

☎ : 04 72 61 41 47

Fax : 04 72 61 64 26

✉ : gaelle.arbey@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE n°2009-1515

**portant prescription
du Plan de Prévention des Risques Technologiques
pour les établissements
TOTAL FRANCE site de la raffinerie à FEYZIN
et RHONE GAZ à SOLAIZE**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 515-15 à L 515-25 et R 515-39 à R 515-50 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 211-1, L 230-1 et L 300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L 15-6 à L.15-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

.../...

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU la circulaire du 29 septembre 2005 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO » visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du PPRT ;

* * *

VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 1962 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société TOTAL FRANCE dans l'enceinte de la raffinerie à FEYZIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mai 1964 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société RHONE GAZ dans son établissement situé rue de Sibelin, B.P. 31 à SOLAIZE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-3911 du 16 juin 2006 modifié portant création du comité local d'information et de concertation autour des établissements TOTAL FRANCE et RHONE GAZ à FEYZIN et SOLAIZE ;

VU la réunion du comité local d'information et de concertation du 9 novembre 2007 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 6 octobre 2008 proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le PPRT ;

VU la réunion d'information sur les risques technologiques du 4 novembre 2008 ;

VU l'avis du 17 novembre 2008 du conseil communautaire de la Communauté urbaine de Lyon ;

VU l'avis du 12 novembre 2008 du conseil municipal de SOLAIZE ;

VU l'avis du 6 novembre 2008 du conseil municipal de VERNAISON ;

VU l'avis du 9 décembre 2008 du conseil municipal de SAINT SYMPHORIEN D'OZON ;

VU l'avis du 18 décembre 2008 du conseil municipal de SAINT-FONS ;

VU l'avis du 11 décembre 2008 du conseil municipal de FEYZIN ;

VU l'avis du 1^{er} décembre 2008 du conseil municipal d'IRIGNY ;

.../...



CONSIDERANT que les établissements TOTAL FRANCE et RHONE GAZ implantés sur le territoire des communes de FEYZIN et SOLAIZE appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L 515-8 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que tout ou partie des communes de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON est susceptible d'être soumis aux effets de phénomènes dangereux, générés par les établissements TOTAL FRANCE et RHONE GAZ classés AS au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R 511-9 du code de l'environnement, générant des risques de type toxique, thermique et de surpression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

CONSIDERANT le recouvrement des zones d'effets générées par les établissements TOTAL FRANCE et RHONE GAZ ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers des établissements TOTAL FRANCE et RHONE GAZ qui sont implantés sur le territoire des communes de FEYZIN et SOLAIZE et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture du Rhône

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite sur la partie du territoire des communes de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON délimitée par le périmètre d'étude tracé sur la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des effets pris en compte

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par un ou plusieurs des effets toxiques, thermiques et de surpression.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Rhône Alpes et la Direction Départementale de l'Équipement du Rhône sont chargées de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

.../...

ARTICLE 4 : Modalités de la concertation

Les principaux documents d'élaboration du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public dans les mairies de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON et au siège de la Communauté urbaine de Lyon.

Les éléments essentiels du projet sont également accessibles sur le site Internet des CLIC (Comités Locaux d'Information et de Concertation) de Rhône-Alpes : <http://www.clic-rhonealpes.com>

Autant de réunions publiques que de besoin seront organisées par la préfecture du Rhône pour présenter la démarche et le projet de PPRT.

Les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet dans les mairies de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON et au siège de la Communauté urbaine de Lyon.

Le public peut également exprimer ses observations par courrier électronique adressé au site Internet : <http://www.clic-rhonealpes.com>

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associés définis à l'article 5 du présent arrêté, et mis à la disposition du public à la Préfecture, dans les mairies de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON, au siège de la Communauté urbaine de Lyon et sur le site Internet : <http://www.clic-rhonealpes.com>

ARTICLE 5 : Personnes et organismes associés

Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

La société TOTAL FRANCE

Adresse du siège social : TOTAL FRANCE
Tour TOTAL
24, cours Michelet
92800 PUTEAUX

Adresse de l'établissement : Sté TOTAL FRANCE
Raffinerie de Feyzin
B.P.6
69551 FEYZIN Cedex

La société RHONE GAZ

Adresse du siège social : Rhône Gaz
Rue de Sibelin
B.P. 31
69552 FEYZIN Cedex

Adresse de l'établissement : Rhône Gaz
Etablissement de Feyzin
Rue de Sibelin
B.P. 31
69552 FEYZIN Cedex

Le maire de la commune de FEYZIN ou son représentant,
Le maire de la commune de SOLAIZE ou son représentant,
Le maire de la commune de IRIGNY ou son représentant,
Le maire de la commune de SAINT FONS ou son représentant,
Le maire de la commune de SAINT SYMPHORIEN D'OZON ou son représentant,
Le maire de la commune de VERNAISON ou son représentant,
Le président de la Communauté Urbaine de Lyon ou son représentant,
Un représentant du Comité Local d'Information et de Concertation,
Le président du Conseil Général du Rhône ou son représentant,
Le président de la CCI de Lyon ou son représentant,
Un représentant de la Conférence riveraine,
Le président du SPIRAL risques ou son représentant,
Un représentant de Voies navigables de France,
Un représentant de la CNR,
Un représentant de la SNCF et de RFF,
Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

L'association consiste en réunions de travail organisées par les services instructeurs du PPRT, qui seront l'occasion, pour chacun de contribuer aux réflexions et de réagir aux propositions. Ces réunions de travail porteront sur la caractérisation des aléas, sur l'analyse des enjeux du territoire de prescription, sur la définition de la stratégie du PPRT, sur la délimitation des éventuels secteurs d'action foncière, sur l'établissement du plan de zonage réglementaire et la rédaction de la note de présentation et du règlement.

Les comptes-rendus des réunions d'association seront adressés pour observation, aux personnes et organismes visés dans cet article.

Le projet de PPRT, avant enquête publique, sera soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'article 5.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et mention en sera faite en caractères apparents dans un ou plusieurs journaux locaux ou régionaux.

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON, au siège de la Communauté urbaine de Lyon et à la Préfecture du Rhône (Direction de la Citoyenneté et de l'Environnement-3^{ème} bureau) et pourra y être consultée.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Rhône, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Rhône Alpes et le Directeur Départemental de l'Équipement du Rhône ainsi que les maires de FEYZIN, SOLAIZE, IRIGNY, SAINT FONS, SAINT SYMPHORIEN D'OZON et VERNAISON et le Président de la Communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LYON, le 15 JAN. 2009

Le Préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

René BIDAŁ

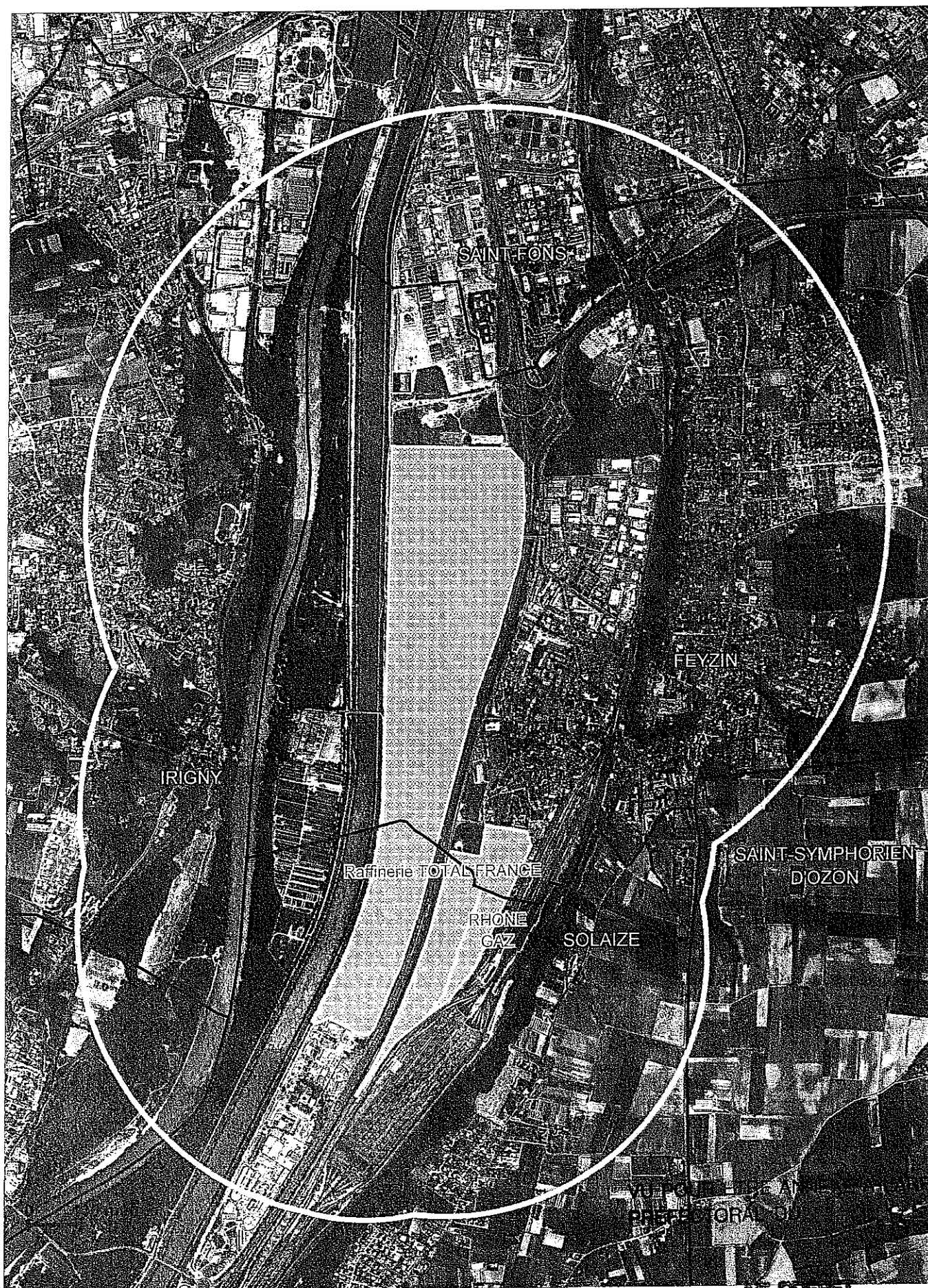


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PPRT de FEYZIN

SIGALEA

Représentation du périmètre d'étude



DRIRE Rhône-Alpes - Groupe de Subdivisions du Rhône / septembre 2008

